

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 21/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAIPOL - GROUPE AVRIL**

Rue du Doris  
44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Références : N2-2022-440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement SAIPOL - GROUPE AVRIL implanté Rue du Doris 44550 MONTOIR DE BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAIPOL - GROUPE AVRIL
- Rue du Doris 44550 MONTOIR DE BRETAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0006304809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société SAIPOL (société du groupe AVRIL) produisait du diester à partir d'huile brute qu'elle recevait de la société CARGILL voisine. Par courriers du 17 mai 2021, 21 mai 2021 et 4 octobre 2021, elle a notifié la cessation partielle et temporaire d'activité du site. Les installations de production d'ester et les installations annexes nécessaires à leur fonctionnement ont été mises à l'arrêt. Cette mise à l'arrêt est réalisée pour une durée de 3 ans, dans l'optique d'une éventuelle reprise. Les installations de stockage d'huiles brutes et d'ester (EMAG : Ester Méthylque d'Acides Gras) sont maintenues en service. Ces installations ne relèvent pas en elles-mêmes d'un classement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation partielle et temporaire d'activité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 1.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise à l'arrêt en sécurité décrite dans le dossier de cessation partielle et temporaire d'activité déposé en 2021

(donner acte du 9/11/2021) a été constatée.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Conformité aux plans et données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, cessation partielle et temporaire d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont conçues, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> La mise à l'arrêt en sécurité décrite dans le dossier de cessation partielle et temporaire d'activité déposé en 2021 (donné acte du 9/11/2021) a été constatée. Les installations électriques sont consignées. Les bacs de stockage de méthanol et de méthylate sont vides. Les réservoirs de stockage d'acides sont vides. Le circuit de la section réactionnelle (estérification) est vide. Le circuit de la tour aéro-réfrigérante est vide.  L'exploitant continue à entretenir le site et les installations. L'ensemble est visiblement en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet